

Nouvelle Calédonie : un référendum, pour quoi faire ? Décryptage d'un enjeu colonial

Après les violences qui ont culminé en mai 1988 (n'oublions jamais Ouvéa), les accords de Matignon ont été suivis en 1998 par les accords de Nouméa, promettant un référendum tant de fois retardé. Les manœuvres gouvernementales, officiellement placées dans ce cadre reconnaissant des valeurs morales et une identité culturelle « kanak », s'orientent de fait vers une forme d'autonomie circonscrite à la sous-traitance d'une « coutume », et qui ferait renoncer au contrôle des conditions économiques, symboliques et institutionnelles de la vie collective.

Face à la misère qui touche des parts croissantes de la population, face au durcissement du racisme et des rapports entre communautés, face au refus essentiellement caldoche de tout éloignement de l'État français, quelle perspective une simple autonomie renforcée ouvrirait-elle ? Comment accéder à l'égalité pour les Kanak, comment les différentes populations du « Caillou » pourront-elles devenir maîtres de leur avenir, sans vivre dans un état souverain ? Comment interrompre cette ingérence coloniale ?

17 mars 2018 à 19h , rencontre-débat avec :

Mathieu Lopes (Survie)

Des représentants du FLNKS, de l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités) et du MJKF (Mouvement des Jeunes Kanak en France)

François Guigon, co-président de la FASTI

FASTI
58 rue des Amandiers
Paris 20ème

fasti

Fédération des Associations de Solidarité
avec Tou-te-s les Immigré-e-s
www.fasti.org
coordination@fasti.org